

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO42

Jacques TINÉ

(24 mai 1914 - 19 avril 2008)

Ambassadeur de France

Entretien n° 4 du 29 mai 1991

Par

Christine Fournier, conservateur du patrimoine, et Elisabeth du Réau, professeur à l'Université du Maine et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Monsieur l'Ambassadeur, nous souhaiterions vous entendre parler aujourd'hui, en cette séance du 29 mai, de la période de votre présence à Lisbonne pendant la guerre et, il nous intéresserait en cette période un petit peu particulière de vous entendre évoquer le statut de la représentation et de nous parler du rôle de la délégation quand vous étiez en séjour à Lisbonne. Nous vous écoutons.

Très bien. L'autre jour, nous parlions de la fin de mon séjour nord-africain, en quelque sorte. Je suis rentré de Corse car j'étais rappelé au Département qui avait besoin d'agents pour meubler les représentations du Comité Français de Libération qui s'était créé le 3 juin. On a dû rappeler tout ce qu'on pouvait comme agent pour créer des représentations ou les renforcer. J'ai donc été appelé, nommé à Lisbonne. Mon ami Armand du Chayla était parti quelques semaines avant, quelques jours avant ouvrir une représentation du Comité.

C'était la formule.

Une représentation. Cela ne pouvait pas être une délégation pour deux raisons, parce que le Comité ne créait pas à proprement parler d'ambassade et de délégation, aussi parce que les Portugais ne l'auraient pas admis.

Je suis arrivé vers le 10 décembre et nous avons trouvé là les restes d'une représentation de la Croix-Rouge qui avait été la première représentation d'Alger. C'est-à-dire que le général Giraud avait envoyé là, un petit peu pour le mettre à l'abri aussi, le gouverneur général Yves-Charles Châtel qui au moment du débarquement avait eu un rôle que j'ignore. Il n'était pas à rester dans l'équipe du général Giraud. On l'avait expédié à Lisbonne, je ne sais pas très bien combien de temps il est resté, mais il a été ensuite remplacé par un autre collègue Achille-Claude Clarac dont nous parlions il y a quelques temps. Clarac avait été nommé par le général Giraud. Le Comité du général de Gaulle et du général Giraud ont envoyé Armand du Chayla et moi comme son adjoint. J'y suis resté de cette fin du mois de décembre 1944 aux premiers mois de 1945. Armand du Chayla est parti en décembre 1944, ensuite un ministre est arrivé pour ouvrir la légation avec des lettres de créance. C'était à créditer et je suis resté quelques semaines avec lui. Je suis rentré à Paris où je devais aller en délégation à la Conférence de San Francisco. Je n'y suis pas allé, je vous parlerai de cela un autre jour.

Donc, vous restez presque jusqu'à l'armistice ?

Non, l'armistice est du mois de mai 1945. Je suis rentré à Paris au mois de janvier ou février 1945.

Oui, donc c'est une période assez courte.

Cette période, nous l'avons passée dans un local qui a été celui qu'a occupé Clarac. Nous sommes rentrés dans la légation de France que fort tard, plusieurs semaines après que le

gouvernement de Vichy ait perdu jusqu'aux apparences de l'existence. C'est-à-dire que Salazar qui était un juriste, s'est montré à cet égard plus pointilleux que le général Franco. Je crois que le statut plein n'a été accordé à notre présentation que quelques temps après que la même opération ait été menée à Madrid.

Oui, alors que le gouvernement américain avait tout de même reconnu le gouvernement provisoire de De Gaulle début d'octobre. Mais enfin, lui a attendu.

Oui, c'était le juridisme du professeur. Nous sommes entrés dans la légation par l'entremise belge, d'ailleurs, parce que le conseiller de la représentation de Vichy n'a pas voulu nous céder les clés directement. Il a voulu passer par l'entremise des Belges, c'est-à-dire que le conseiller belge est venu avec moi, on lui a remis les clés et puis il me les a remises comme cela, une petite comédie. Voilà comment cette délégation a été créée, a fonctionné. Je dois dire que je ne l'ai connue que sous les espèces d'une représentation.

Y avait-il des dossiers ?

En tous cas, j'avais remarqué que les dossiers, certains des dossiers étaient dans une armoire qui n'avait pas de fond, une armoire qui était fermée par plusieurs cadenas mais il suffisait de la déplacer, on trouvait le mur derrière. Il devait y avoir des dossiers dans ces armoires mais je dois dire qu'il y avait un trésor à la délégation de France à Lisbonne. C'était toute la correspondance depuis le XVIII^e siècle qui figurait dans un bureau relié. C'était tout à fait passionnant. Celle-là n'avait pas été touchée. Quant aux dossiers de la guerre, naturellement ils avaient dû être brûlés, disparus. D'ailleurs, cela n'aurait pas eu beaucoup d'intérêt. Nous avons donc fonctionné comme une simili représentation diplomatique. Mais il fallait tout de même renouveler ses visas si on sortait pour 24 heures du Portugal, il fallait le visa de la fameuse PIDE, la police internationale. Nous n'avions pas... on nous marquait que notre statut n'était pas un statut plein parce qu'il y avait de l'autre côté de la rue, en quelque sorte, la légation de Vichy. Nous avons eu, avant la disparition de cette délégation, le problème de savoir que faire des agents qui se ralliaient. La solution adoptée a été de tenir compte de considérations pratiques et même financières. C'est ainsi que le directeur de l'Institut ne souhaitait que se rallier à nous mais nous lui avons dit « *Restez donc en place car nous n'avons ni les locaux, ni les crédits, rien.* » Nous avons eu comme cela une sorte de situation ambiguë dans le domaine culturel et c'était la bonne façon, je crois, d'agir.

Vous avez agi, au fond, avec pragmatisme, dans cette affaire ?

Avec pragmatisme, parce que nous n'aurions pas pu les remplacer. Alors évidemment, les gens à qui on demandait de rester sous la férule de Vichy n'étaient souvent, pas très contents. Mais cela s'est généralement très bien arrangé. Il a été de même avec le consulat que nous avions à Porto. À Porto, cela a eu un aspect assez comique. Le vice-consul qui gérait le consulat de Porto, avait pris soin de faire mettre le bail à son nom. Il fonctionnait en accord avec nous, c'est-à-dire qu'il envoyait quelques papiers à la légation à Vichy et il était notre

agent. Vraiment c'était un homme de toute confiance. Un beau jour, Vichy a envoyé un titulaire du poste, un vrai titulaire qui a voulu entrer dans le consulat. Le vice-consul est resté et a dit « *Non, le consulat est à mon nom !* » Il y a eu une comédie qui a duré trois semaines, avec des rebondissements, c'était vraiment très amusant. C'est une sorte de Fort Chabrol, le siège du consulat de France à Porto.

Plus sérieusement, je vous dirai quelles étaient nos fonctions, comment on voyait notre rôle là-bas. C'est peut-être accessoire mais c'est tout de même important, nous étions un petit peu un relais entre Alger et la France pour la correspondance. Nous recevions pas mal de correspondances, nous avions l'usage de la valise et nous pouvions faire partir par tout moyen approprié, y compris par la poste des correspondances pour la France. De même de France, on pouvait envoyer avec des adresses plus ou moins fictives, des choses qui ensuite pouvaient repartir à Paris. En quelque sorte, nous étions un peu une base de transmission commode et cela a fonctionné avec utilité. Dans le domaine, non pas de la correspondance mais des hommes à un moment, mais cela est arrivé après que le gros mouvement se soit évaporé. C'est par le Portugal que passaient les jeunes Français qui avaient été internés en Espagne, au camp Miranda ou en Catalogne, et allaient s'embarquer à Setubal par des trains spéciaux et à bord de bateaux *ad hoc*. C'était des opérations qui se faisaient par centaines, au total plusieurs milliers sont passés.

Internés donc par Franco ?

Oui, il y a eu des milliers de Français internés par Franco. Il y a eu une négociation pour les laisser partir vers l'Afrique du Nord et c'est par le Portugal qu'ils transitaient. Mais je dois dire que quand je suis arrivé, l'essentiel de ce mouvement était achevé, les gros contingents étaient passés. Il y avait encore cet aspect des choses. Il y avait naturellement de l'observation politique à faire, moins sur le Portugal parce qu'il n'y avait pas grand-chose à dire. Mais il y avait tout de même des choses à dire sur le Portugal. Tout ce qu'on entendait dans cette caisse de résonance. C'était une place neutre ou lorsqu'on allait à l'aéroport, il y avait une file d'attente devant le guichet pour Londres et l'autre pour Berlin à quelques mètres. Il y avait naturellement beaucoup de passage, de vrais espions, de faux espions, beaucoup de bruit lancé, d'intoxication. Donc il fallait être un peu à l'écoute et rapporter ce qui nous paraissait avoir un semblant d'importance.

Oui, y avait-il disons des Français qui avaient eu des ennuis au moment de l'épuration et qui venaient là pour trouver un asile ?

Sûrement. D'abord il y avait la légation de Vichy. Le ministre de Vichy était un ancien collaborateur de Laval ou même de Louis Darquier de Pellepoix¹ en réalité. C'est un conseiller et, bien sûr, il y avait des Français de toutes sortes et il y avait des Allemands, il y avait beaucoup d'Allemands. Ce rôle de Lisbonne comme place d'observation s'étendait même à l'exploitation de la presse, car au fond la presse de tous les pays arrivait. Nous avions, je me

¹ Louis Darquier (dit Louis Darquier de Pellepoix), né le 19 décembre 1897 à Cahors [1] et mort le 29 août 1980 près de Malaga, en Espagne, est un journaliste et homme politique français, engagé à l'extrême droite, conseiller municipal de Paris, proche de l'Action française, membre des Croix-de-Feu.

rappelle, un ancien conseiller culturel qui avait épousé une Serbe, parlait le serbe, et qui au fond ne s'intéressait qu'à une chose, la situation militaire en Serbie, les mouvements de l'Armée Vlassov. Il avait tous les jours les journaux allemands, les journaux de Zagreb. Il avait formé une sorte de petit centre de renseignement sur les mouvements de troupes dans les Balkans, parce qu'il y avait un minimum de documentation qui n'était pas ailleurs. Il faut se reporter à une époque où même le transport de journaux posait des problèmes. Il n'y avait pas à Alger les journaux de Berlin, tandis qu'ils étaient à Lisbonne.

C'est une espèce de plaque tournante, là ?

C'est une plaque tournante, oui. Je me rappelle qu'il y avait à l'ambassade d'Angleterre, un Grec extrêmement intelligent qui travaillait pour les Anglais sur la situation en Grèce. Il nous passait tout ce qu'il faisait, on avait des rapports personnels excellents avec lui. C'était le frère de Christian Zervos, l'homme des...

Donc justement, du côté de l'attitude des délégations étrangères, vous étiez tout à fait bien reçus ?

Avec les Anglais et les alliés bien sûr. Nous avions des rapports tout à fait suivis. Évidemment, on échangeait des informations de façon quotidienne. Je vous parlais de Porto, la bataille pour le poste et puis il y a eu des suites. L'attaché culturel à Porto, plus tard, s'est déclaré gaulliste du 17 juin. Cela revenait à peu près à ça. C'était là-bas mais il était gaulliste.

C'était un des rares alors.

Oui, avant tout le monde et il dénonçait son conseiller culturel qui était à Lisbonne. Il le traitait de collaborateur, il avait puisé dans la caisse. Cela ne servait pas beaucoup le prestige Français. Alors il a fallu le prendre et le mettre, plus ou moins de force, dans un train pour le faire partir. On a réussi à le faire remplacer par Paul Tessier qui était à Lisbonne et l'a remplacé. Ensuite, il est devenu le titulaire de la chaire de portugais à la Sorbonne, il vient de prendre sa retraite, il y a un je crois.

Le climat de Lisbonne, attendez, puisque je parle des fonctions que nous avions, il y avait des services spéciaux aussi. Les services spéciaux, ce n'est pas nous qui les dirigeons mais nous les abritons et nous les connaissons. C'était un peu l'aigle à deux têtes, c'était le reflet à Lisbonne de ce qui se passait à Alger. C'est-à-dire cette concurrence, cette rivalité entre les services de l'armée qui avaient fonctionné à Vichy, qui étaient allés à Alger, qui étaient là essentiellement un service de la sécurité militaire et qui avait conservé avec le général De Gaulle leur statut. Mais le BCRA avait le sien, il y avait une lutte. Ces gens se tiraient dans les pattes, comme on dit, tant et plus. Enfin, plus on montait plus l'accord était je crois sincère et réel, et quand on descendait vers les exécutants, c'était la lutte sourde. Nous connaissions les représentants des uns et des autres et on essayait de temps en temps d'apaiser ces rivalités. Ce n'était pas toujours facile.

Mais, ils ont rendu des services importants de cette place, un petit peu ?

Oui, ils avaient pas mal de... parce qu'ils fonctionnaient aussi comme poste de refuge ou d'action vers la France. Il y avait des agents qui venaient de France et qui leur apportaient des renseignements sans aller à Alger. Cela se faisait en grand à Madrid et à Lisbonne. De temps en temps, il y avait des déserteurs. J'ai reçu un jour un déserteur allemand dans mon bureau et je l'ai adressé, même à deux reprises vers la fin. Des gens d'une certaine importance, je les ai envoyés à la sécurité militaire. Des gens qui avaient abandonné, qui jetaient l'éponge avant le grand chef. Dans ce domaine-là, il y avait une lutte particulière non pas là entre services spéciaux mais entre alliés et allemands. C'était la fameuse guerre du wolfram parce qu'il y avait des mines de wolfram dont certaines étaient contrôlées par des capitaux français. Des Français, les mines de Borynia² était une entreprise française et le wolfram, minerai, métal destiné à durcir les aciers pour les artilleries notamment, était devenu si précieux pour les Allemands, pas les alliés qui se fournissaient ailleurs. La grande bataille consistait à cela. Le blocus de l'Allemagne empêchait les Allemands de tirer ses dernières ressources et les Allemands sont allés jusqu'à en charger sur des sous-marins, voyez-vous du minerai sur des sous-marins, c'est dire...

Mais cela dans la dernière année de guerre alors.

Oui, dans la dernière année de guerre, c'était vraiment vital. Vous savez, c'était le remède. Naturellement, il y a eu toute une bataille sourde d'autant que, comme je vous dis, une des mines importantes était contrôlée par des Français. Alors c'est difficile de faire une...

Il n'y avait plus d'attaché militaire ?

Oui, on avait un attaché, on avait un marin, on n'avait pas de militaires, à proprement parlé, on avait des militaires camouflés dans les services spéciaux, mais nous n'avions pas de militaires. Et nous avons un marin qui était censé s'occuper de la marine marchande. C'était fort vivant, fort intéressant. Tous les matins, on ne savait pas quelle serait la nouvelle histoire qu'on apprendrait. C'était une sorte de Suisse méridionale parce que, comme en Suisse, il y avait les deux camps qui s'y activaient. Vous savez, ce n'est pas une comparaison satisfaisante. Il faudrait en parler longtemps de ce qu'était l'atmosphère de Lisbonne du fait de la coexistence des services d'action et de renseignement.

Et quel était alors le climat, l'atmosphère ?

Lisbonne, pendant l'été 1940, a connu une sorte de vagues de réfugiés, en premier lieu Français qui sont arrivés à Lisbonne pour aller plus loin, pour aller aux États-Unis, pour aller en Amérique du Sud, ou pour aller, en premier lieu, en Angleterre. Mais, cette vague a laissé

² Orthographe à vérifier.

des épaves. Il y a des gens qui, au fond, ne tenaient pas tellement à aller plus loin. Il y avait des gens de toutes sortes qui traînaient. Il y avait des étrangers, également de toutes sortes, des étrangers dont les pays avaient été envahis, comme les Roumains. Il y avait des diplomates roumains, il y avait des Hongrois, il y en a d'ailleurs qui sont restés dont les enfants sont maintenant là-bas. Il y avait tout un milieu très international que les circonstances avaient amené là-bas. Il y avait des Français plus ou moins pittoresques, il y en avait de forts modestes mais qui étaient là parce qu'ils ne voulaient pas aller plus loin, tout simplement, et puis, il y en avait qui étaient plus plantureux. Par exemple, Henri de Rothschild qui était là, voulait absolument montrer ses bons sentiments dont on ne pouvait pas douter. Pour montrer ses bons sentiments, il venait de temps en temps nous voir, cela s'est passé deux, trois fois. Il disait qu'il voulait absolument faire quelque chose pour l'Armée Française. Finalement, ce qu'il a fait, il nous a donné deux ballons de football parce qu'une fois dégonflés ils ne prenaient pas trop de place dans la valise pour le divertissement de l'Armée Française en Afrique du Nord.

Voilà une grande coopération !

Mais après cela les remerciements ne sont pas arrivés assez vite. Alors il montra quelque déplaisir qu'on ne l'ait pas remercié suffisamment. Enfin, il y avait ce genre de personnage.

Il y avait des écrivains, des intellectuels ?

Non, notables. Il y avait des journalistes, il y avait **Soervein** qui passait de temps en temps.

Ah ! Mon dieu, vous avez connu Soervein ?

Je ne l'ai pas connu mais j'ai su qu'il était là. Je ne le connaissais pas.

Un personnage un petit peu ambigu !

Oui, très ambigu. Il nous envoyait des lettres auxquelles on ne répondait pas, un mot de politesse. Et il y avait naturellement les Français divisés comme trop souvent, la vieille colonie, établie depuis toujours qui ne savait pas très bien de quel côté se tourner d'autant que deux des personnages les plus assis, les plus prospères de la colonie avait chacun opté pour un camp et pour l'autre. Alors, il y en avait un qui était gaulliste et l'autre...

Vous n'avez pas de nom ?

Il y en avait un qui s'appelait Vautier. Lui était né, je crois là-bas, c'était une famille qui avait des biens et lui était gaulliste. Mais cela s'est assez mal terminé, pour des raisons que j'ignore

il a déplu. Il a eu quelques frictions avec le fonctionnaire de l'ambassade de Grande-Bretagne qui s'occupait du blocus et qui s'est aperçu qu'il y avait de quoi le mettre sur la liste noire. Il l'a mis effectivement sur la liste noire des alliés. Avoir le chef du parti gaulliste sur la liste noire, alors c'est l'autre personnage Monsieur **Neuvy** qui l'a emporté et...

Alors lui, il était vichyste ?

Non, **Neuvy** n'était pas vichyste. Les vichystes n'avaient pas de chef, ils étaient nombreux, ils n'étaient pas agressifs. Quand j'y étais, ils étaient, à part quelques exceptions, devenus... ils ne demandaient qu'une chose, c'était d'être tranquilles, qu'on ne parle pas d'eux...

C'était la fin donc, ils étaient modérés.

Ils étaient modérés mais c'était tout de même une atmosphère assez pénible qui s'est poursuivie après. Parce qu'après il y a eu des séquelles, des vengeances, je l'ai su un peu par hasard par des gens qui étaient en poste après, pour constater que les Français venaient se dénoncer les uns, les autres. Tout cela m'a laissé un mauvais souvenir. Je me suis toujours demandé s'il n'y avait pas, s'il faudrait peut-être un jour qu'un historien s'attache à l'histoire des divisions françaises, parce que je ne parle pas des divisions historiques. Je ne parle pas des guelfes et des gibelins, ni des carlistes en Espagne. Enfin, tous les pays ont été divisés. Mais un vieux pays comme la France qui a trouvé son unité très tôt, bien sûr a connu aussi, au cours des âges et au cours des guerres étrangères, des divisions. Au fond les divisions de la dernière guerre, on en avait trouvé dans le passé des divisions en France. Mais je crois qu'il y avait tout de même une tendance chez les Français et les Français à l'étranger à être divisés. C'est ce que je vous disais.

Et à étaler ces divisions alors.

Et à étaler ces divisions, à ne pas les surmonter en tous cas. Je crois vous avoir dit que j'avais découvert en Californie avant la guerre qu'il y avait deux colonies françaises en Californie avec chacun leur chef. Ce que je n'ai pas retrouvé chez d'autres que nous.

*Vous nous avez dit un mot de Monsieur **Neuvy**, mais je n'ai pas noté finalement comment il était ce Monsieur **Neuvy**, qu'est-ce qu'il représentait.*

Il représentait l'Air liquide et, par la suite après la guerre, il est devenu le grand personnage représentant des Français de l'étranger. Il est mort maintenant mais il y avait eu vraiment la guerre **Neuvy/Vautier** qui s'est terminée par cet accident de parcours de Vautier et le triomphe de **Neuvy**. Mais tout cela, c'est de l'anecdote. Je ne vous en parlerais pas si cela n'avait été pour vous dire qu'au fond, ces divisions, on a dû les trouver en Amérique du Sud, on a dû les trouver partout. Mais ce qui me frappe plus, ce n'est pas le cas des Français au Portugal qui

me frappe, c'est le cas des Français à l'étranger et de leur tendance à se diviser. C'est assez curieux.

Vous nous aviez dit, je crois que vous nous parleriez peut-être du rôle de Monsieur Gulbenkian ?

Ah ! Oui, attendez.

Vous n'avez pas terminé sur la présentation de la colonie.

La colonie, je crois que je me suis beaucoup trop étendu sur la colonie. J'aurais préféré vous parler un peu des représentations étrangères mais là aussi, ce n'est pas très important, à part que nous avons de très bons rapports avec l'ambassade des États-Unis mais surtout l'ambassade d'Angleterre, parce que les Américains passaient là-bas. Ce n'était jamais les mêmes. Quand on commençait à en connaître un, il était nommé ailleurs.

Sauf le jeune Ted (Théodore) Rousseau qui a un nom français mais qui, en réalité, n'était pas d'origine française. Il était d'origine canadienne, je crois, et était là en observateur au sein des États-Unis. Il préparait déjà le rôle qu'il a eu à jouer pendant la guerre et qui a consisté à tâcher de limiter au maximum la destruction des monuments en France. C'est-à-dire à repérer, à inventorier les points à ne pas bombarder. Il a terminé d'ailleurs comme conservateur en chef du Metropolitan Museum of Art à New York. C'était une personnalité quasi française, très amicale, on le voyait beaucoup à l'ambassade de Grande-Bretagne. L'ambassadeur était Randon Campbell qui avait été ambassadeur à Paris au moment de Bordeaux. À ce titre, il y avait quelques... il avait quitté la France avec un mauvais goût à la bouche. Moi, je l'ai connu dans la deuxième partie de mon séjour et il s'est montré très, toujours extrêmement, presque paternel. J'étais un jeune homme, il me recevait souvent et je l'aimais beaucoup.

Je dois dire que j'ai eu l'occasion de lire sa correspondance pendant la période de la guerre que j'ai trouvé intéressante dans l'ensemble. Je l'ai lue à Londres.

Moi, je ne l'ai pas lue.

Enfin je n'ai pas lu celle qui concerne...

C'était un homme qui n'était pas pétillant mais je suis sûr qu'il était intelligent et solide. Son numéro deux, Hopkinson était aussi très amical. Vous me parliez de... pour en finir avec les étrangers, il faut mentionner les Allemands mais je n'ai rien à dire sur les Allemands parce qu'on savait qu'ils étaient là. On ne les rencontrait pas parce qu'on n'allait pas dans les... Les gens ne vous invitaient pas avec eux, tout de même. On savait déjà qu'ils avaient envahi le bâtiment de leur ambassade. Ils faisaient beaucoup de propagande photographique, il y avait partout en ville des stands de photographie qui illustraient les victoires allemandes. Je ne sais

pas s'ils se servaient de la radio. Je ne sais pas si je l'ai su mais en tous cas, je l'ai oublié. Mais ils menaient une campagne d'information très active et il y avait plusieurs journaux. Il y avait beaucoup de journaux à Lisbonne et certains de ces journaux étaient, non pas à leur dévotion mais en pleine sympathie avec eux, la relation des événements. Et dans l'ensemble, je dois dire que la presse portugaise n'était pas tellement favorable aux alliés et c'est sur ce terrain-là, la neutralité...

Elle n'était pas très respectée.

Disons la neutralité favorable car la politique de Salazar était une neutralité favorable. Mes souvenirs peuvent me tromper, je peux me tromper mais la presse n'était pas satisfaisante, sûrement. Elle aurait pu être plus... enfin l'impartialité aurait pu se déplacer un peu plus de notre côté, voyez-vous.

Oui. Mais est-ce que vous avez le sentiment que les Allemands gardaient un certain optimisme, enfin à ce moment-là, ceux qui étaient présents, ou est-ce que c'est difficile à apprécier ?

Oh ! Ils faisaient belle figure, comme on dit, bonne figure mais d'après ce qu'on en avait l'écho des discours, de visites... ils ne se cachaient pas mais quant à savoir ce qu'ils pensaient dans cette année-là, c'était tout de même l'année où les défaites s'accumulaient. Cela je ne peux pas.

Vous me parliez de Gulbenkian. Vous voyez qui était Gulbenkian, je n'ai pas à vous l'expliquer. Le négociateur, créateur de l'*Iraq Petroleum Company* (IPC), surnommé Monsieur 5% et que je préférerais surnommer le Nestor du pétrole car il savait tout sur le pétrole. Il avait été à Vichy, sous les auspices du conseiller commercial de l'Iran parce qu'il était Arménien bien sûr, très fier d'ailleurs de la nation arménienne. Il aimait beaucoup citer les Arméniens qui s'illustraient dans la guerre même quand il s'agissait des Allemands de Guderian par exemple. Ses sentiments étaient de l'autre côté. Bien évidemment, ses sentiments comme ses intérêts étaient de l'autre côté mais c'était un Arménien d'origine, fier de l'être. Il avait eu diverses nationalités. Il avait été un petit peu Anglais, en tous cas. Il avait été conseiller commercial de l'Iran à Vichy et, quand l'ambassade d'Iran avait été envoyée après 1942, il s'était installé, ou même avant cela spontanément, là-bas et il est mort là-bas.

Il avait conservé, pour nous, beaucoup de sympathie. Je le voyais beaucoup, il m'invitait souvent en tête-à-tête à dîner à son hôtel, on mangeait le poisson qu'il avait été acheter lui-même le matin sur le port. Il était vraiment tourné vers nous pour une raison d'ailleurs sentimentale. Il vivait à Paris avant la guerre mais cela coïncidait avec ses intérêts aussi. Le grand problème pour les intérêts pétroliers français à cette époque, était que les intérêts pétroliers français à l'étranger étaient essentiellement constitués par les 23,75% que nous avions dans l'IPC. Gulbenkian avait 5% qui étaient prélevés à concurrence de 1,25% sur les parts des quatre autres. Il y en avait 4 : la CFP avait 23,75%, ce qui est devenue Esso ensuite, le New Jersey. Il est évident que Gulbenkian était conservateur, c'est-à-dire qu'il ne pouvait que craindre un changement dans la structure car il y avait des tendances pour nous, en

profitant des circonstances de la guerre pour nous évincer. Si nous avions été évincés, on aurait refait une nouvelle structure sans nous, rien ne dit que lui aurait conservé ses 5%, vous comprenez. Donc, c'était un partisan du statu quo, donc de nos intérêts. Et à ce titre, fréquemment, il nous mettait en garde. D'ailleurs j'ai retrouvé dans les bribes d'archives que je peux avoir, je vous laisserai là une note, où il nous donne des conseils tactiques pour résister aux manœuvres qui peuvent être dirigées contre notre intérêt.

C'était un homme intelligent ?

Très intelligent.

Je ne me rappelle plus la formation qu'il avait.

Il était d'une famille riche d'Arméniens de Constantinople qui l'avait envoyé très tôt en Angleterre pour faire sa formation. Il avait une formation peut-être d'ingénieur, une formation anglaise au départ, et était un homme instruit. Ce n'était pas un homme qui n'était vraiment parti de rien comme d'autres. À Lisbonne se trouvait René Tassin de Montaigu qui était un membre important de la Compagnie Française des Pétroles qui l'avait envoyé à Lisbonne, où il est arrivé je ne sais quand, peut-être en 1941. Il se trouvait là quand je suis arrivé, il y est resté jusqu'au bout pour justement de là, faire la liaison entre les intérêts des partenaires de la CFP dans l'IPC et les gens de la CFP qui étaient à Paris. Là aussi je laisse un ou deux papiers parce qu'à un moment, on a voulu le faire venir à Alger où on pensait que c'est de là qu'il pourrait le mieux poursuivre ses activités de défense et intérêt de la CFP. Il y a eu quelques échanges dont vous trouverez trace dans ces bouts de papier. Je n'ai conservé que de bons souvenirs de Gulbenkian.

Peut-être si nous parlions de l'époque que j'ai vécue ensuite à Lisbonne, je vous parlerai de la Fondation Calouste Gulbenkian qui a été créée par lui à Lisbonne parce que c'est là qu'il a terminé sa vie, et aussi un peu à cause des erreurs que nous avons commises. Il demandait un peu qu'on le flatta et on s'y refusait. Il attendait que les nouveaux messieurs, comme il disait, lui fassent quelques sourires mais ils ne sont pas venus. Alors il a gardé ses collections qui étaient d'outre-mer. Je pourrai vous reparler de cela à propos d'une...

Parmi les personnalités qu'on voyait assez souvent, il y avait les Espagnols. Il y avait Gil-Robles qui était dans l'opposition à Franco, le Parti démocrate-chrétien, je vous laisserai là aussi quelques papiers qui ont trait à son parti. Il voulait aller en France et nous avons réussi à le faire passer en France après le débarquement. Cela n'était pas facile parce qu'il ne pouvait pas traverser l'Espagne. Il fallait qu'il passe par Alger, Londres... Enfin, tout cela est anecdotique mais c'est pour vous dire qu'il y avait même à Lisbonne des Espagnols de la guerre civile qui n'étaient pas très nombreux, ni très à l'aise, effectivement. Le Portugal était très proche de Franco et avait été proche de lui pendant la guerre. Parmi les exilés de marque, il y avait les Habsbourg.

Ah, oui, vous avez...

Oui, là aussi, je vous laisserai quelques bouts de papiers. L'archiduc Charles-Henri voulait se rendre en France, quand on dit cela aujourd'hui, ils découpaient l'Europe. C'est amusant mais c'est la petite histoire.

Oui, vous voulez dire qu'il y avait une pensée sur la reconstruction européenne d'après-guerre.

Oui, la Hongrie à l'est, l'Autriche à l'ouest. Il est venu à Paris avec son tuteur. Il avait les coudées plus franches qu'Otto, son frère, en sa qualité d'aîné, qui était là-bas et venait de temps en temps aussi. Mais c'est Charles-Louis qui était un homme jeune et fort intelligent, je crois qu'il vit ici maintenant, et pensait que le moment était venu de se présenter aux alliés en passant par la France. Parce que, ou il avait reçu des rebuffades du côté anglais, ou il n'avait pas voulu insister de ce côté-là. C'était beaucoup plus de nous qu'il voulait se faire entendre. Cela était clair parce que s'il avait été à Londres une fois ou deux, parce que de Lisbonne il était facile d'aller à Londres, pour aller en France il a fallu attendre plus tard. S'il avait été à Londres, nous l'aurions su, il nous l'aurait dit, je pense.

Je crois que vous nous aviez dit que vous nous parleriez du général Noguès, c'est intéressant.

Le général Noguès, je ne vais pas vous raconter l'histoire du général Noguès au Maroc mais quand le général de Gaulle est arrivé à Alger. Le général Noguès, peut-être, était-il encore résident au Maroc mais, en tous cas, il était en Afrique du Nord, sûrement résident.

Oui, il avait encore la résidence.

Il avait la résidence au Maroc jusqu'à la constitution du Comité de libération et il est parti. Je ne sais pas dans quelles conditions il est parti pour Lisbonne. Quand Armand du Chayla a été nommé, il a été reçu par le général de Gaulle qui a donné des instructions au général. Armand du Chayla lui a dit « *Mon général, je sais que le général Noguès se trouve à Lisbonne. D'après certains, il serait dans une situation matérielle difficile et j'aimerais savoir quelle attitude observer à son égard.* » Alors le général de Gaulle lui a dit « *Écoutez, si vous apprenez que le général Noguès a de véritables difficultés matérielles, écrivez-moi mais écrivez-moi personnellement, je ferai le nécessaire.* »

Ah, oui, c'est intéressant, parce qu'on dit souvent que de Gaulle a été assez rancunier.

C'est quelque chose à verser au dossier parce que je ne sais pas si cela figure dans les Archives.

Ce n'est pas sûr. Mais, vous n'avez pas eu l'occasion de le rencontrer ?

Je l'ai vu dans une salle de restaurant.

Peut-être, pouvez-vous nous parler de, effectivement, ce que vous avez pu observer en ce qui concerne la vie politique au Portugal à l'époque, votre opinion sur Salazar, par exemple ?

Oui, tout à fait, en résumant ce que pouvait être à nos yeux la politique de Salazar telle qu'on la voyait. Je ne parle pas du tout, je laisse de côté l'aspect un peu étriqué de son comportement à notre égard que je vous citais à propos de la date de notre reconnaissance et du fait de son caractère très juriste, très pointilleux.

Nous avions parfois sur ses sentiments, quelques indications indirectes par un informateur qui était en liaison régulière et voyait souvent le patriarche Cerejeira que j'ai connu ensuite quand j'étais ambassadeur là-bas. Il était un homme tout à fait éminent qui m'a fait grande impression quand je l'ai connu beaucoup plus tard, bien qu'il fut aveugle et avait été le condisciple de Salazar. Ils avaient vécu ensemble à Coimbra et étaient extrêmement liés. Ce cardinal Cerejeira était de formation française, il était des gens de cette époque qui allaient pour la première fois à 30 ans en France, à Paris, qui restait un mois ou deux et qui ensuite vivaient jusqu'à 85 ans, en vous donnant l'impression que leur vie s'était partagée entre leur pays et Paris. Il parlait le français parfaitement, était abonné à des revues françaises. Il lisait constamment le français. C'est une espèce éteinte, Cerejeira était comme cela. Il avait beaucoup de sympathie pour la France, pour une France qui était la France qu'il avait connue.

Il parlait de Salazar et plus tard, il m'en a parlé sur un autre plan, des souvenirs de jeunesse. Il n'est pas lieu d'en parler. Il nous expliquait via cet informateur dont je ne sais pas très bien quel infléchissement il donnait à ses propos, il représentait Salazar comme tout à fait de cœur avec les alliés. Salazar était l'héritier de la politique du Portugal de toujours qui avait été, au fond, fondée sur l'amitié anglaise et la liberté des mers. Il était pour le camp qui était pour la liberté des mers et pour l'Angleterre. D'ailleurs, ce sens dans lequel il faut interpréter cette neutralité portugaise était, avait été rendu évident par la signature, qui venait d'intervenir quand je suis arrivé, de l'accord sur les Açores qui avait été très important pour les alliés.

À l'époque, c'était une escale vraiment très commode pour la guerre sur l'Atlantique, c'était extrêmement important. Salazar était partagé entre sa crainte de la démocratie car il redoutait fort la démocratie, c'était un maurrassien essentiellement. Il craignait tous les débordements de la démocratie mais les intérêts de son pays, il les voyait dans la victoire des alliés. Avec l'Espagne, les rapports étaient bons, ils s'étaient affermis pendant au fil de la guerre civile. Je ne sais pas très bien ce qu'il pensait des Espagnols, s'il y avait eu à choisir entre une solidarité... entre Franco et les Anglais, il aurait sans doute choisi les Anglais. Mais il y avait autour de lui, au Portugal un fort courant conservateur naturellement et Salazar était le premier de ces conservateurs. Un fort courant pro-franco qui était alimenté par le sentiment qu'ils étaient un peu dans le même bateau mais surtout qui était nourri par beaucoup de Portugais qui s'étaient battus aux côtés de Franco. Des éléments jeunes, dynamiques sortaient de la guerre aux côtés de Franco. C'était un élément du tableau d'ensemble et naturellement

tout cela plaquait sur tout un décor. Le décor fasciste qu'on connaît avec les jeunesses, la *Mocidade* : les jeunesses embrigadées, les corporations.

J'allais vous demander le corporatisme.

Nous nous en occupions assez peu parce que savoir quel était l'avenir économique du Portugal à ce moment-là, ce n'était pas notre premier souci. Il y avait donc un Salazar qui continuait sa gestion extrêmement conservatrice du pays, en se disant que les intérêts à long terme et à moyen terme du Portugal restaient liés aux intérêts atlantiques, avant la lettre. Je veux dire les intérêts de l'océan, aussi bien de l'Angleterre, que du Brésil et des États-Unis. Quant à la population, tout cela était très largement plaqué sur la population portugaise parce que les sentiments profonds de la population étaient pour les alliés. Et cela, nous l'avons senti, par exemple, le jour de la libération de Paris.

Ah, oui, c'est intéressant.

Cela a été une explosion de joie. Qui ne pouvait pas tromper, la joie était tout à fait spontanée. Du moins dans la ville de Lisbonne, je ne sais pas ce qui s'est passé dans les campagnes.

Et vous avez parlé tout à l'heure de Cerejeiro, le cardinal.

Cerejeira.

Cerejeira, pardon. Donc lui était plutôt pour renforcer les liens, tout de même, avec les démocraties.

Il souhaitait leur victoire mais un peu comme Salazar, il souhaitait leur victoire mais il voulait conserver leur... Sa crainte était la contagion de la démocratie.

Alors, vous y restez donc jusqu'à l'hiver.

Je reste jusqu'aux premiers mois, de février 1945.

Nous poursuivons donc l'entretien Monsieur l'Ambassadeur avec votre retour à Paris et votre prise de fonction au Secrétariat général avec Monsieur Chauvel. Comment s'est passé votre retour ?

Bien. Oui, je vais peut-être rechercher des repères sur ce retour. Je ne vous ai pas dit et j'aurais pu vous dire que lorsque j'étais à Lisbonne au printemps de 1944, j'étais allé à Madrid

voir Chauvel qui venait d'y arriver de France. En arrivant à Madrid, il m'avait téléphoné et après avoir pris tous les visas qu'il fallait, d'entrée et de sortie, je suis allé le voir. Il était là avec Jean Lécuyer et Armand Bérard. Ils avaient franchi les Pyrénées ensemble, ils se trouvaient là tous les trois. J'avais repris contact avec lui à ce moment-là et après son arrivée à Alger où il a été rapidement Secrétaire général, rapidement pas tout à fait. Pas immédiatement, il raconte dans ses souvenirs. Il raconte même qu'à un moment, il a été si déçu qu'il a dit « *Si c'est comme cela, moi je rentre en France.* » Et c'est le lendemain que le général de Gaulle l'a nommé Secrétaire général du Département qui était dirigé par Massigli. Quand il était à Alger, il était facile de correspondre avec lui. J'ai correspondu souvent et l'autre jour j'ai retrouvé des lettres de lui. J'ai lu que je lui demandais de retourner dans l'armée. Il m'avait répondu que c'était tout à fait impossible parce que les effectifs dont disposait Alger étaient squelettiques et que s'il m'accordait cette faveur, il ne pourrait pas la refuser à d'autres et que nombreux étaient les agents qui demandaient la même. Je vous en dirai peut-être un mot plus tard pour vous dire un peu l'état d'esprit qui régnait parmi les agents du Département. Une chose qu'il ne faut pas oublier parce que nombreux de mes collègues souhaitaient ce qu'il voulait faire.

Et en novembre 1944, je suis allé quelques jours à Paris et là Fouques-Duparc m'a dit qu'il m'appellerait prochainement pour faire partie de la délégation à San Francisco. C'est ainsi qu'en avril, j'ai été rappelé à Paris mais, à ce moment-là Chauvel a dit « *Non, vous n'allez plus à San Francisco, je vous bloque ici et vous serez mon secrétaire.* » Si bien que je ne suis pas allé à San Francisco, pour la deuxième fois d'ailleurs. Je suis resté le secrétaire de Chauvel d'avril 1945 à février 1948. J'ai partagé ces fonctions avec un collègue qui a été successivement, très peu de temps quelques semaines Christian Jacquin de Margerie et puis ensuite Francis Huré et André Roger que j'ai eus comme compagnons d'attelage. Nous étions dans le...

Je vais renoter, excusez-moi, Margerie et puis...

Francis Huré et André Roger comme le prénom. Nous occupions un petit bureau, celui où s'étaient trouvés de Crouy-Chanel et de Sainte-Suzanne, à côté de la grande, énorme chambre forte qui nous séparait de la pièce d'angle où j'avais aperçu Léger autrefois.

Entre parenthèses, je rentre de Vichy où je vais tous les ans pour les réunions du Prix Valery-Larbaud et cette année c'était une exposition sur Léger et Valery Larbaud, une exposition très, extrêmement intéressante avec la coopération de la Fondation Saint-John Perse d'Aix. Je vous la recommande parce qu'elle dure jusqu'au mois d'août. Enfin, ce n'est pas la question.

Simplement pour vous dire que nous avons à ce moment-là, c'est bien évident, un peu les mêmes dimensions que les dimensions d'avant-guerre. Ensuite, le Secrétariat général a gagné un ou deux bureaux. Le problème matériel était de s'installer, de remeubler. Chauvel avait à peine entamé le réameublement du bureau de Léger qui avait été entièrement démeublé par les Allemands. Il fallait aussi se chauffer parce que l'hiver 1945-1946 était très dur, on travaillait avec des gants certains jours. Je ne vais pas vous parler du Paris de l'époque, cela déborderait singulièrement.

Chauvel avait été Secrétaire général sous Massigli à Alger mais il ne l'était plus lors du retour à Paris. Là s'est passé un intermède qui est relaté dans ses souvenirs naturellement.

Dans le commentaire, oui.

Dans le commentaire, c'est l'intermède Brugère, je ne sais pas si vous vous en souvenez. Chauvel rentrant à Paris quelques temps après la libération avec les gens d'Alger, je ne sais pas s'il est entré en bateau, tout cela était assez long. Quand il est arrivé, il y avait dans le fauteuil du Secrétaire général, Brugère, qui avait pris la place. Chauvel n'était naturellement pas très satisfait mais cela n'a pas duré parce que Brugère a fait une telle série de... s'est rendu tellement impossible qu'il a battu tous les records de vitesse et qu'il a fallu que le général de Gaulle le fasse tout de même nommé à Bruxelles. D'ailleurs, il a failli nous faire entrer en guerre avec la Belgique. Enfin, nous avons évité une guerre. Il voulait capter la Wallonie.

Chauvel, en janvier 1945, était Secrétaire général. Il est resté jusqu'en février 1949, pour l'essentiel sous le règne de Georges Bidault, pratiquement. Le général de Gaulle l'a nommé et à deux reprises en quelque sorte puisqu'il l'avait nommé à Alger. Il l'a presque nommé une troisième fois. Quand Chauvel a demandé à partir après trois ans, il a souhaité partir parce que cela ne l'amusait pas tellement de recommencer avec un autre qui était Robert Schuman, la collaboration qu'il avait eue avec Bidault. À ce moment-là, il y a eu des interventions auprès de lui pour qu'il reste, et une intervention du général de Gaulle qui lui a dit « *Je souhaiterais que vous restiez.* » Déjà, vous voyez Chauvel écrivant dans ses commentaires, « *Le général de Gaulle me nomme Secrétaire général* » dit-il, « *Alors qu'il savait que je ne l'aimais pas.* » C'est toute l'ambiguïté des rapports entre les deux hommes dont j'aurai peut-être l'occasion de vous parler. On peut dire que les deux hommes ne s'aimaient pas mais ce qui est intéressant, c'est que précisément le général de Gaulle était capable de nommer et de faire travailler des gens avec qui il n'était pas en sympathie particulière.

Mais enfin il l'estimait, je pense.

Il l'estimait, il donnait la priorité à l'estime sur la sympathie. Et l'affaire est ancienne parce que le Général, aux yeux du général Chauvel avait un premier tort. Ils s'étaient connus au Levant, Chauvel était en poste et le Général était commandant. Je ne sais pas comment cela avait marché mais Chauvel n'avait pas perçu le génie du Général. Le Général avait perçu que Chauvel n'avait pas perçu sa grandeur. En plus Chauvel n'était pas passé par Londres, à aucun moment. Il y avait une petite faille. Donc, il n'était pas un homme à lui. Mais j'insiste peut-être lourdement là-dessus mais c'est surtout pour montrer que le Général était capable de nommer et plus tard de promouvoir un homme avec qui il n'était pas en sympathie. D'autant plus et cela devient plus curieux, en quelque sorte que, sur les grandes affaires qui étaient traitées à l'époque, leurs jugements divergeaient tant sur l'Allemagne que sur le Levant. Tel que je vois les choses aujourd'hui, c'était vraiment évident que les deux grandes affaires étaient l'Allemagne et les rapports avec l'URSS, ces deux choses se tenant. Et le Levant parce que c'était une affaire brûlante.

Cela pose plus de problèmes là.

Comment ?

Je dis le fait qu'il n'y ait pas de convergence de vue paraît plus surprenant que simplement un problème de relations personnelles.

Cette divergence de vues était archi-connue de Chauvel mais elle n'échappait pas au Général. Je pourrai vous en parler mais dès maintenant je vous ai dit que Chauvel traitait peu avec le Général, il traitait avec Bidault. Mais ils n'avaient pas les mêmes méthodes du tout non plus, et ils n'étaient pas nés sous le même signe. Le genre de complexion tout à fait différente. Je ne suis pas un analyste de la pensée ou du caractère du Général, je l'ai vu agir parfois d'assez près mais le plus souvent je l'ai vu agir d'assez loin. On se fait tout de même une idée de la façon dont il jugeait les hommes. Il les voyait sans mépris mais de haut. Et très haut, il plaçait la fidélité mais il n'était jamais dupe des courtisans. Si on n'était pas courtisan, ce n'était pas une note négative. Il y avait une distance entre lui et les autres qui fait qu'il n'a jamais été un homme de clan, le chef d'un clan. Jamais il n'a été empêché par ses considérations qu'il aurait appelées subalternes, de confier des responsabilités à ceux chez qui il voyait la capacité de remplir la phase. La sympathie, bien sûr, a dû entrer dans beaucoup de ses choix mais cela n'était jamais le facteur décisif. La sympathie, c'était subalterne aussi.

Bidault n'intervient pas dans sa nomination en fait.

Non, ils ne se connaissaient pas. Oui, ils se connaissaient car quand j'avais vu Chauvel à Madrid, je lui ai dit « *Alors, cette résistance, est-ce qu'il y a des hommes qui émergent ?* » Et il m'avait cité Bidault. Mais je ne sais pas. Je ne me souviens pas avoir parlé des contacts qu'il avait avec Bidault parce qu'à cette époque-là, vous savez très souvent il y avait des contacts mais par intermédiaire, par petits billets. Est-ce qu'il avait vu Bidault ? Est-ce qu'il s'était trouvé face à face avec Bidault ? Cela je l'ignore. En tous cas, il le connaissait peu, il savait tout ce qu'il avait fait et il en avait conçu une très grande estime pour Bidault. Mais ce n'est pas Bidault qui a nommé Chauvel, c'est le Général. Et pour revenir au Général, puisqu'on parlait de lui, il avait aussi de la considération pour la fonction quand elle émanait de l'État. Elle émanait de lui mais c'était Monsieur le directeur quand il recevait quelqu'un qui partait pour une ambassade. Il le recevait, lui disait « *Bonjour, Monsieur.* » Ils avaient une conversation et en repartant il disait « *Au revoir Monsieur l'ambassadeur.* » Ce qui signifiait qu'il était d'accord et qu'il l'avait investi. L'eau bénite était tombée.

À partir du moment où ce monsieur qu'il ne connaissait pas ou presque pas, avait été investi, et bien, je ne dirais pas que le Général respectait son enfant, quelque chose peut-être d'un peu moyenâgeux, mais cette investiture, le titre, la fonction comptaient pour lui. Il séparait la fonction de l'homme mais il mettait l'homme sous la fonction. D'ailleurs il s'adressait aux gens comme cela avec une certaine solennité. Cela n'empêchait pas qu'il pouvait se montrer très dur. On sait cela, ce qu'on sait moins, j'en parle comme si j'étais un compagnon du général de Gaulle, ce que je ne suis absolument pas. Je l'ai souvent rencontré plus tard, pas du tout à cette époque mais ce qui m'a frappé quand j'ai eu le privilège de l'approcher, c'était la politesse. Une politesse foncière, une sorte de vieille politesse française qui n'était pas une politesse

apprise, utilitaire mais surtout apprise. Elle venait de son éducation, elle montait du sol, en quelque sorte.

Chauvel a un mot très dur pour lui dans son bouquin, parce qu'un jour il voit le général de Gaulle qui, à propos de je ne sais quoi, dit « *Et bien oui, évidemment c'est ce qu'ignore peut-être votre pauvre ministre* » visant Bidault. Chauvel s'indigne de la mauvaise éducation. Napoléon, vous savez, Talleyrand et Napoléon, les mots de Talleyrand sur Napoléon, « *voir un si grand homme si mal élevé* ». Moi je ne partage pas cette opinion, je crois que dans une circonstance de ce genre, il avait dit son pauvre ministre à des fins précises, c'était peut-être pour séparer le Secrétaire général du Ministre. Ce qui était aussi à mon avis une erreur. Mais une anecdote était celle que je viens de dire après Chauvel. Ce serait une erreur de considérer qu'il était mal élevé, je crois que le général de Gaulle était extrêmement, foncièrement bien élevé. Ceci pour le général de Gaulle.

Maintenant les rapports de Chauvel avec Bidault, j'ai peu de choses à en dire. L'accord a été immédiat, complet, durable et le départ de Georges Bidault qui a laissé la place à Robert Schuman en mai 1948, n'a pas été pour rien, comme je vous le disais, dans le départ de Chauvel. Je ne vais pas vous en parler parce que Chauvel consacre une ou deux pages à l'éloge de Bidault et les sentiments qu'il avait à son égard, ce n'est pas à moi à les reprendre.

Oui, il serait intéressant de vous entendre nous parler aussi de la façon dont le Secrétaire général concevait son rôle, quelles étaient ses méthodes de travail. Cela serait tout à fait intéressant parce qu'on connaît un petit peu la réputation de Léger, je crois que Chauvel était un homme un peu différent.

C'était le successeur de Léger, successeur immédiat si on ferme la parenthèse de Vichy. Naturellement, il connaissait bien Léger. Il n'avait pas dans l'esprit qu'il devait singer, adopter son style et ses méthodes mais Léger avait été pour lui, le Secrétaire général qu'il avait connu. Léger était donc le point de référence. Il voulait remplir la même mission que Léger et tenir le même rang. Pour lui, Chauvel avait été élevé dans la carrière, dans la conception d'un Secrétaire général qui était le chef d'une administration, l'orchestrateur de la politique étrangère. Orchestrateur, je veux dire metteur en musique, une fois la ligne fixée par le Ministre, comment ceci doit se traduire sur le terrain par les instructions, ce qu'on appelle aujourd'hui le suivi aussi. Le premier conseiller du Ministre aussi pour l'élaboration de sa politique, donc l'instrument principal de la mise en œuvre et le premier conseiller pour l'élaboration. L'incarnation du lien avec le passé, c'est le Secrétaire général qui est chargé de dire « *Mais, vous voulez faire ceci, mais on s'est déjà cassé la figure en faisant ce que vous proposez, la politique Française n'a jamais été celle-là.* » C'est là que le rôle du Secrétaire général doit être irremplaçable, le gardien de la tradition en quelque sorte et donc la permanence. Le Ministre voyage et le Secrétaire général tient la maison. Cela a été ainsi du temps de Léger qui a finalement très peu voyagé. Je crois qu'il est allé à Munich, il a fait un voyage à Berlin avec Barthou. Léger ne voyageait pas et Chauvel voyageait très peu. Par la suite en gros, cette tradition s'est maintenue jusqu'à la période actuelle.

On voit le Secrétaire général accomplir des missions en Iran, ce qui n'était pas dans la tradition ancienne. Je disais aussi qu'il voulait tenir le rang de Léger, il considérait que le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères était avec le chef d'État-major général

des Armées, avec le vice-président du Conseil d'État, il était peut-être un autre dans Paris. Le haut-fonctionnaire qui devait avoir accès, normalement accès et autorité auprès des plus hautes instances. Éventuellement, il pouvait porter une question à la connaissance du Président de la République, ancien modèle. À cela, Chauvel est arrivé à peu près, même du temps du Général. Il a été reçu par le Général, il voyait le Général. L'autorité et le format du Secrétaire général sont demeurés à peu près ce qui convenait. Je peux essayer de témoigner de la façon dont il dirigeait le Département, orientait les chefs de poste. Son rôle a été particulièrement positif, et dans une certaine mesure peut-être supérieur à celui de Léger. Léger était moins communicatif. Chauvel a établi avec les chefs de poste qui comptaient, une correspondance personnelle très suivie. Les gens savaient qu'on pouvait lui écrire et qu'il répondait. J'ai connu beaucoup de ses successeurs qui étaient très heureux qu'on leur écrive mais qui ne répondaient pas.

Ah oui, une importante correspondance, je dis ceci parce qu'au Quai d'Orsay, on ne trouve pas cela.

Non, mais nous en parlerons, il faut, c'est tout de même une correspondance importante, à commencer par la correspondance avec Londres, avec Massigli parce que c'était là que se traitaient les grandes affaires malgré tout. Je ne crois pas qu'il y ait eu de correspondance diplomatique dans ces quelques années plus serrées, plus fréquentes, notamment sur l'affaire du Levant.

On en trouvait bien sûr dans les ambassades, je pense, c'est étonnant quand même qu'on n'ait pas un courrier, une correspondance suivie, avec la possibilité d'établir l'ensemble.

Vraiment. Évidemment, je la voyais passer cette correspondance. Ses journées étaient très longues, à l'encontre de Léger parce que Léger arrivait très tard au bureau. Chauvel avait des journées très longues et il avait une capacité que je n'ai pas connue chez d'autres pour travailler et rédiger très vite, sans correction. Cela coulait comme ça, puis cela pouvait partir directement aux Chiffres. Il recevait les chefs de poste, je ne parle pas des étrangers, les chefs de poste français, ceux qui avaient quelque chose, et inévitablement d'autres qui en avaient moins à dire avec les directeurs. Il appliquait la politique de la porte ouverte. Naturellement, il travaillait beaucoup plus avec certains qu'avec d'autres. Quand on entra chez lui, ce n'était pas du tout le sérail, pas du tout fermé. Voilà, pour son rôle. Ses successeurs n'avaient pas tous, ceux qui auraient pu jouer le même rôle que lui, n'avaient pas sa connaissance des affaires et sa technique. Et ceux qui l'avaient sont venus après 1958, là le rôle du Secrétaire général a descendu d'un cran puisque l'Élysée était en jeu. Premier étage, l'Élysée ; deuxième étage, les Ministres ; troisième étage, le Secrétaire général ou plutôt l'inverse, voyez-vous. Dans son rôle, il y a à voir comment s'articulait son action avec le général de Gaulle durant l'année 1945 que j'ai connue. Je suis arrivé au début 1945 et le général de Gaulle est parti fin janvier 1946.

Plutôt début 1946, donc.

Le 25 janvier. C'était évidemment le Général qui concevait seul et dirigeait la politique. Les tensions avec Georges Bidault n'ont pas manqué, ni les frictions parfois entre Bidault et le cabinet du Général. Un incident avait eu lieu à San Francisco, Étienne Burin des Rozières qui était là en observateur du Général, s'était fait rabrouer par Bidault. Il y a eu un incident dont on a eu des échos, mais je n'ai pas en cherchant dans ma mémoire, je ne revois pas à cette époque de court-circuit organisé par le Général. Il menait sa politique et pour l'exécution, le court-circuit systématique n'existait pas, beaucoup moins qu'aujourd'hui. Ce que voulait le Général, c'est que les postes clés soient tenus par des hommes sûrs en qui il avait confiance. Je ne me souviens pas du sentiment qu'on pouvait avoir, qu'on aurait pu avoir d'une tutelle au quotidien exercée sur les exécutants. Une fois que les gens avaient été désignés, mis en place, on les laissait faire. Sauf, évidemment, quand il n'y avait pas accord avec Bidault à le remettre dans la ligne. Les grandes lignes politiques entre Bidault et le Général ont été parallèles au début et finalement, Bidault a suivi la politique allemande du Général, à contrecœur.

Je pensais bien sûr que vous faisiez allusion à l'Allemagne.

Puisque nous parlons des exécutants, on peut parler du ministère si vous voulez. Sa reconstitution et la reconstitution de la carrière aussi. On va peut-être commencer par la carrière qui a été l'objet d'une épuration, ce n'est pas un mystère. Il y a eu deux sortes, en tous cas, d'épuration. La première ont été celles de la résistance extérieure, dans ce terme je mets aussi bien le Comité de Londres que les comités d'ailleurs. C'était une épuration politique qui consistait à dénoncer et ostraciser les agents qui s'étaient mal conduits de façon notoire. Il y en avait qui simplement avaient déplus aux résistants de Rio de la Plata. Cela allait de l'un à l'autre. Il y avait toute sorte de degré dans l'épuration.

Quand vous dites qui ont décidé finalement à l'intérieur d'un corps.

Là, je parle de la résistance d'avant le retour à la résistance de l'émigration. Par exemple, quand un homme pour qui j'avais respect et affection, dont j'ai dit un mot, qui était Monsieur de Saint-Quentin. Il est arrivé à Alger de Rio de Janeiro, on l'y a dépêché au bateau un agent d'un rang tout à fait mince pour lui dire qu'il n'aurait plus jamais de poste, et il n'en a pas eu. Alors que Saint-Quentin venait à Alger. Cela était l'épuration qui consistait à refuser le ralliement. Il venait se rallier et on lui disait « *Non, vous n'êtes pas digne de rentrer.* »

C'était l'époque d'Alger en fait.

C'était l'époque d'Alger. Et cela se combinait du fait que le rallié, c'est assez humain, peut-être, était toujours tenté de fermer la porte derrière lui. Celui qui était rallié se disait « *Je suis le dernier des ralliés, il n'en faut plus après moi.* »

La seconde, l'épuration qui s'est exercée au retour à Paris, était plus réfléchie. Cela a pris des formes juridiques d'exclusion. La première, c'était politique, sentimental en quelque sorte mais avec les mêmes effets pratiques. Alors là, cela se faisait par décret, des agents étaient

mis à la retraite ou en indisponibilité. Je ne sais plus si ces mesures étaient précédées d'une procédure particulière, commission, audition des intéressés.

C'était sûrement, on pourrait dire arbitraire, à la limite.

Oui. Cela m'échappe mais figure dans les dossiers. Beaucoup de ces décrets ont fait l'objet de recours en Conseil d'État et ont été annulés pour vice de forme, peut-être parce que précisément il n'y avait pas eu audition de l'intéressé. Il y en a eu beaucoup. Cela a traîné pendant des années, les procédures devant le Conseil d'État qui n'ont pas été introduites par tous mais je crois que pratiquement tous ceux qui ont voulu les introduire et qui étaient encore en âge de servir, se sont vus en quelque sorte réintégrés. On ne savait plus qu'en faire et eux-mêmes n'avaient plus non plus envie de rentrer, cela a causé des séquelles. Quelle dose d'injustice y a-t-il eu ? Difficile de le savoir.

En tous cas, l'épuration se justifiait par deux sortes de raisons. D'abord, on avait répandu dans les milieux politiques que les diplomates étaient des gens de peu de caractère et qu'ils ne s'étaient dans l'ensemble pas très bien conduits. Tout cela était une pure sottise et n'empêchait pas que cela puisse se répandre. C'était de la sottise et si on faisait le compte des tués, des blessés, des déportés, qu'on les rapporte à l'ensemble de la fonction publique ou de la population. Je crois qu'il n'y a pas à se préoccuper. C'était une mauvaise raison mais, à côté de cela, il y en avait une bonne, comment faire fonctionner des équipes dont des membres auraient perdu l'estime de leur chef et de leurs collègues. Le moral et l'efficacité étaient alors au prix de l'exclusion des éléments qui traînaient un trop lourd boulet derrière, c'est ainsi.

J'ai un exemple parce que j'ai un papier qui me l'a rappelé. Un de mes très bons amis, contemporains, m'écrivit un jour et je m'en souviens parce que j'ai retrouvé sa lettre en fouillant des papiers, me disant « *Mon chef a rédigé un télégramme et je l'ai empêché de l'envoyer.* » Et je vais vous lire ce télégramme, vous allez voir, je trouve que c'est amusant. « *J'apprends que Monsieur X, je ne dirai pas son nom, occupe un poste de directeur au Département. J'ai le regret de ne pouvoir envisager l'idée de demeurer le collègue de Monsieur X. Au temps où il fut chargé de me notifier ma révocation, en juin 1941, Monsieur X m'expliqua qu'un diplomate se devait d'être réaliste et que les chances de l'Allemagne paraissaient assurées. Il ne restait donc plus qu'à collaborer ainsi que venait de le recommander l'Amiral Darlan. Monsieur Y qui, présent à cet entretien, peut confirmer mes souvenirs. J'ai donc le regret de prier votre Excellence de bien vouloir me mettre en disponibilité, j'attendrai dans cette position administrative que Monsieur X soit sorti de notre maison.* »

Et c'était quelqu'un de tout à fait impeccable, de très bien. Je vous dis cela pour illustrer les sentiments qui pouvaient régner. Quelqu'un d'absolument impeccable. Mon camarade m'a dit « *Je l'ai empêché d'envoyer ce télégramme, mais il tient tout de même à ce qu'on sache ses sentiments, alors voilà le télégramme qui n'est pas parti.* » C'était la justification de l'épuration. Il n'était pas possible de faire représenter les intérêts français à l'étranger par des gens qui avaient notoirement été jusqu'aux franges de la collaboration ou la vraie collaboration parce qu'il y en avait une poignée. Vraiment le cas n'était pas discutable même par eux. L'opération a été pénible et parfois injuste mais elle était nécessaire.

Quel était le pourcentage, qu'est-ce que cela représentait ?

Je ne peux pas vous dire.

Vous savez dans cette étude sur le Quai d'Orsay, je ne sais pas s'il y a des chiffres, je ne pense pas. Évidemment un sujet délicat !

Je ne sais pas. Surtout il y a ceux qui ont été épurés et qui sont rentrés après. Dans quelle catégorie faut-il ? Oui, parce que c'est un peu comme l'amnistie Dire Monsieur X est à compter parmi ceux qui ont été épuré, si ensuite le décret a été cassé. En tous cas, l'opération ne pouvait être menée que par un directeur de personnel qui avait ses quartiers de noblesse gaullistes et c'est Pierre Gilbert qui l'a menée. À l'époque, j'avais le sentiment qu'il menait cela avec une grande équité, beaucoup de sérénité. Évidemment, il a commis quelques erreurs de procédures dont je vous parlais tout à l'heure. Les recommandations de Gilbert étaient soumises à Chauvel, ensuite c'était le Cabinet ou le ministre qui tranchait les cas douteux.

L'autre aspect de l'épuration, d'un côté, c'est l'intégration d'éléments nouveaux à différents niveaux. Là aussi, il y avait des raisons pour cela. D'abord de donner des satisfactions, des récompenses à des gens qui pourraient les avoir méritées. Le principe n'était pas mauvais même si la mise en œuvre n'était pas toujours parfaite. Et l'autre raison était de renforcer par des hommes qui avaient démontré de la capacité ou du caractère, de renforcer avec eux un appareil qui avait été très secoué et qui aspiraient une transfusion sanguine nécessaire. D'autant qu'on pouvait prévoir que les temps nouveaux appelleraient une diplomatie plus présente, plus nombreuse. Cela se sentait déjà. S'étant coupé un bras, c'était deux autres bras qu'il fallait avoir.

Alors, la question des critères, je veux dire pour les diplômés par exemple, est-ce qu'elle jouait à ce moment-là ? Ou est-ce qu'on a intégré finalement en fonction d'autres critères ?

Il y a des gens qui ont été intégrés sans titre de résistance. C'est pour cela que je dis leurs capacités ou leur caractère. Certains qui pouvaient avoir des diplômes d'ailleurs, ont été recrutés pour leur caractère ou leurs exploits. On ne peut pas formuler de jugement global. Il y a eu un déchet, il faut dire, assez grand oui de gens qui, finalement, n'étaient pas faits pour ce métier et qui s'en sont lassés. Il y a eu vraiment je ne dirais pas le meilleur et le pire, le meilleur sûrement. Le pire, il n'y a certainement pas eu le pire mais il y a eu des acquisitions qui ont été moins brillantes que d'autres. Tout cela constituait le cadre complémentaire, la décision étant prise par une commission d'intégration présidée par Vincent Auriol. Quand il est devenu ensuite Président de l'Assemblée, il a abandonné ses fonctions mais il continuait à présenter des candidatures. Combien de lettres ai-je dû faire à Vincent Auriol ? D'ailleurs de temps en temps, il disait « *Je ne demande pas tellement satisfaction que d'avoir une réponse* » parce qu'il était très sollicité. Je ne sais pas si un chercheur s'est exercé à partir des données dont vous parliez à faire l'inventaire de cette opération pour en établir le bilan des postes atteints par les gens du cadre complémentaire, les gens des concours et de l'ENA. C'est très envisageable, on peut dire tel a fait telle carrière, les carrières se mesurant au grade, c'est faisable. Pour un chercheur qui voudrait faire quelque chose de ponctuel, il prendrait l'âge des

gens, le grade à l'entrée et le grade à la sortie. Je ne dirais pas que cela servira la prochaine fois mais cela peut être utile et amusant.

Vous-même, vous avez joué un rôle dans cette affaire ?

Non, pas du tout mais je voyais tout ce qui circulait. Je voyais les papiers, et Gilbert, le soir quand il montait chez Chauvel et qu'il attendait dans mon bureau. Alors nous parlions beaucoup de cela et Chauvel m'en parlait évidemment assez souvent.

Est-ce que je peux vous poser une question assez délicate. Y avait-il par exemple des personnes qui n'étaient pas de la résistance mais qui étaient, par exemple, des compagnons de route qui auraient souhaité avoir des postes, parce que cela devait être délicat ?

Je voulais vous parler du Parti communiste.

Cela tombe très bien, parce qu'il y a forcément une question qu'on se pose.

Je ne sais plus si le Parti communiste avait un représentant à la Commission d'intégration. Je crois que oui. Mais, en tous cas, le parti communiste s'y est pris si maladroitement qu'on pouvait se demander si vraiment il voulait avoir des gens à eux dans la carrière. Un beau jour, Gilbert reçoit une lettre, il se trouve qu'il me l'a montrée. Une lettre du parti communiste qui disait à peu près ceci « *le parti a désigné pour faire partie du ministère des Affaires étrangères, messieurs tel, tel et tel.* » Ils venaient comme représentants du parti. Il y avait un petit curriculum pour chacun, c'était vraiment le meilleur procédé pour échouer, c'était tout à fait absurde. Alors qu'ils auraient pu proposer des gens qui avaient des titres incontestables. Je ne sais si incontestables on aurait su qu'ils étaient membres du Parti communiste. Je ne sais pas ce qui se serait passé. Mais, ils auraient voulu introduire des *fellow-travellers*, c'était tout de même facile. De temps en temps, on se demande quand les gens manœuvrent maladroitement, s'il y a une idée derrière la tête et quand on ne trouve pas cette idée, alors on se dit que la bonne explication, c'est la sottise.

A votre connaissance, ils n'ont pas eu de succès bien sûr.

Non, ils n'ont pas eu de succès. Et il ne fallait pas seulement être admis, il fallait savoir, il fallait monnayer le niveau, à quel grade, bien sûr. Je me souviens que Chauvel avait fait des offres, à moins qu'il ait reçu des appels, je ne sais pas exactement comment cela s'est passé, de deux personnes qui avaient joué un rôle dans la résistance et qu'il avait connues. L'un était Pascal Copeau, le fils de Jacques Copeau, dont on parle beaucoup moins maintenant. C'est quelqu'un dont on a beaucoup parlé, un homme de talent. Et l'autre c'était Claude Bourdet. Vous voyez qui est Claude Bourdet. Chauvel les avait connus dans la résistance. Ils ont été balancés l'un et l'autre et ils ont dû juger que le jeu n'en valait pas la chandelle, peut-être. On leur a peut-être proposé des niveaux qui ne leur convenaient pas. Je ne sais pas mais c'est un

exemple. On peut se demander ce que serait Claude Bourdet, s'il était aujourd'hui ambassadeur à la retraite. Ils ne sont pas entrés et les choses ont tourné autrement, grâce à Dieu, avec Olivier Wormser.

Il était à Londres et il traitait des affaires économiques comme deuxième secrétaire auprès de Massigli qui avait vu tout son talent et son intelligence. Il avait proposé au Département, alors la Commission l'a accepté mais à un grade de deuxième secrétaire. Cela convenait ni à Wormser, ni à Massigli qui, à la différence de Chauvel ou du Département, avait pu juger Wormser. À Paris, on ne le connaissait pas. Il y a eu un échange de lettres aigre-doux. Massigli disant « *Vous êtes en train de faire une erreur.* » Chauvel disant « *C'est le Département qui est juge.* » et, grâce à Dieu, Massigli l'a emporté et je crois qu'à elle seule, cette intégration justifierait le cadre complémentaire parce qu'Olivier Wormser a été vraiment un des piliers, le pilier non, ce n'est pas le mot, enfin il a été un animateur, une pièce essentielle du Département. L'amalgame a dû se faire entre les nouveaux et les anciens, chacun peut juger. Je crois que cela n'a pas été un échec. Comme je vous disais même, je laisse de côté Alphand et Couve, c'est autre chose le cas complémentaire mais ce sont des éléments nouveaux qui ont occupé les postes clés. C'est à mettre dans une catégorie à part. Et puis, cet amalgame ne s'est pas fait en un jour, il y a eu des cicatrices et il a fallu que les greffes prennent.

Et dans l'armée, cela a été un peu plus grave, il y a eu des problèmes.

Alors maintenant, c'est la carrière, il reste le ministère.

Oui, je pense que cela vous intéresse.

Oui. Elle ne pouvait pas attendre, il fallait que cela se fasse tout de suite, il fallait que les grandes directions soient mises en place immédiatement. À Alger, il y avait un embryon de ministère mais les affaires qu'il avait à traiter, n'étaient pas énormes. Pour les traiter, il y avait peu de monde, je vous disais tout à l'heure quand Chauvel disait qu'il n'avait que la moitié du monde qu'il aurait fallu. Je n'ai pas assisté à la remise en place à Paris des gens qui arrivaient d'Alger mais je peux vous dire un peu comment les choses étaient au début 1945 quand je suis arrivé. Je vous disais tout à l'heure que Chauvel avait donc été remis en selle après l'intermède d'un bouffon Brugère. Alphand tout de suite, je ne sais pas si à Alger, avait déjà cette direction, je ne sais pas, peu importe.

Il avait en tous cas déjà une mission à Alger.

En tous cas, il a créé en quelque sorte la direction Économique. Cette direction générale économique dès ce moment-là était distincte de la direction Politique parce que dans le passé, il y avait une fiction. Il y avait un directeur général des Affaires politiques et économiques, et un directeur adjoint chargé des affaires. En réalité le directeur adjoint chargé des Affaires économiques était le directeur économique mais il y avait une sorte de subordination factice

de l'économique par rapport au politique. Je crois que quand Alphanand a pris la direction Politique, elle était autonome, je crois.

Déjà à Alger elle était détachée.

Ah, oui.

Cela s'appelait la direction des Affaires économiques et sociales, je crois.

Non pas social. Évidemment, le talent d'Alphanand a été de montrer que cette direction était une direction d'avenir, il a su attirer dans cette direction des agents de qualité, une brillante équipe, parce qu'un autre que lui, peut-être n'y serait pas parvenu. En tous cas, cela a été son premier succès. La politique était dirigée par Maurice Dejean, Fouques-Duparc dirigeait ce qu'on appelait le secrétariat des Conférences, ce qu'on a appelé longtemps la direction des Organisations internationales que Laugier a continué à diriger. Je ne sais pas si vous entendez mes guillemets, diriger les Relations culturelles avant de céder la place à Louis Joxe.

Il y avait une direction administrative, je ne sais pas qui y était, et Gilbert au Personnel, comme je vous le disais. Je n'étais pas à l'intérieur des directions mais là où je me trouvais, j'ai pu voir quels étaient les rapports de travail qui se sont établis entre Chauvel et ses collaborateurs. C'est sur ce point que mon témoignage peut être le moins inutile. Je n'ai pas de note sur cette période et il vaudrait mieux avoir de notes parce que l'encre la plus pâle vaut mieux que la meilleure mémoire, un proverbe chinois comme tous les proverbes. En tous cas, je n'ai pas la mémoire des faits, mais j'ai la mémoire des atmosphères, des sentiments éprouvés. Cela je m'en souviens assez bien.

Avec Alphanand les rapports étaient faciles, je veux dire entre Chauvel et Alphanand mais ils étaient irréguliers, pas si fréquents. Sur la question majeure qui était la question allemande, les vues de Chauvel et celles d'Alphanand ne coïncidaient pas mais cela n'a jamais été un objet de discussion. L'orientation venait du Général et s'il pouvait y avoir divergence, ce n'est pas par Alphanand qu'on pouvait modifier les opinions du Général. Ce n'était que par le ministre pour des raisons qu'il a longuement expliquées. Bidault ne souhaitait pas le faire, parce qu'il savait qu'il n'arriverait pas à le faire. Alors, souvent on considère que Chauvel était tout à fait éloigné des questions économiques, et ce n'est pas exact. Il était très ignorant des théories et de la macroéconomie, il ne connaissait rien à cela.

Il n'était pas le seul d'ailleurs.

Mais il avait le goût du concret qui fait parfois défaut aux administrateurs d'économie et quand il traitait d'affaires, je le voyais traiter d'affaires proche-orientales ou asiatiques, toujours il voulait en revenir aux faits concrets. Il disait toujours à ses collaborateurs que « *Dans telle affaire, quels sont les intérêts français ?* », et si on lui disait « *Les intérêts français sont dans la sidérurgie.* », il disait « *Non, ce n'est pas cela qui m'intéresse, je voulais savoir quelle firme.* » Il voulait de la précision dans l'application de la politique à la défense

des intérêts français et l'utilisation des intérêts français pour la mise en œuvre d'une politique. Par exemple quand le Plan Marshall s'est ouvert, et bien sans arrêt, il se plaignait du côté vague, trop flou, trop général, trop théorique des dossiers qui lui étaient présentés. Il disait « *Mais ce n'est pas ce qu'il faut pour que nous puissions comprendre et ce n'est pas ce qu'il faut pour le présenter aux Américains. Il faut leur présenter des comptes de ménage comme des comptes de ménagère.* »

Vous vous rappelez de cela.

Oui, cela m'a toujours frappé. Alors, avec les Relations culturelles sous Laugier, je dois dire que c'était...

Il était là depuis quand en fait ?

Depuis Alger. Je crois qu'il venait des États-Unis. L'homme était un professeur de physiologie, c'était un savant, un homme respecté à l'université qui s'était trouvé dans l'émigration aux États-Unis puis à Alger. C'est un homme qui avait beaucoup remué dans les milieux politiques d'avant la guerre. Et c'était un petit peu la pagaille et, pour lui, c'était un bureau de placement. Les Relations culturelles avaient toujours une tendance à le rester. Ensuite Joxe est revenu et il a remis de l'ordre. Avec Chauvel, les rapports étaient bons, cela marchait, et le personnel cela marchait très bien avec Gilbert.

Le secrétariat des Conférences était organiquement indépendant de la direction politique. Il était indépendant, en tous cas s'il ne l'était pas, cela n'avait pas d'importance parce que Fouques-Duparc était maître en la matière. Il maintenait un contact très suivi avec Chauvel avec qui il était très amis. Ils se tenaient au courant de ce qui valait la peine mais pas du reste et la confiance était totale. Chauvel lui laissait les rênes longues. Fouques-Duparc avait appris les organisations internationales avant la guerre à Genève, il n'avait pas été à la SDN mais il était au ministère dans les cabinets des ministres qui ont régné avant la guerre. Plusieurs ministres, et à ce titre, il allait souvent à Genève, il connaissait bien le milieu international, il sentait cela. Il est allé à San Francisco, a dirigé la délégation française à San Francisco. Et, enfin, il y avait le Service de presse qui était tenu par Raymond Offroy qui lui était un gaulliste de bonne souche.

Et, est-ce qu'on avait le sentiment qu'il fallait développer, par exemple ce genre de direction ? Enfin, le service de presse pour développer.

Il était assez développé. La presse c'était la presse. Le reste, la télévision bien sûr, n'existait pas, mais même la radio était tout juste accessoire, touchant la politique. Le service de presse consistait dans les rapports avec les journalistes, les rapports avec les titulaires de rubriques de politique étrangère, les correspondants diplomatiques, aussi bien Français qu'étrangers.

Mais pendant les années 1930, je sais que Léger aimait bien avoir des contacts personnels avec la presse. Ceci dit, cela lui prenait, je crois, beaucoup de temps.

Et on voyait des journalistes, commandeurs de la Légion d'honneur, comme Dubois par exemple qui est parisien. Il y avait Pertinax (André Géraud) qui vivait dans le ministère, Geneviève Tabouis. Ceux-là étaient les ténors. Ces ténors survivaient, Dubois a disparu mais Pertinax et Tabouis...

Je ne crois pas que Chauvel recevait autant.

Il ne recevait pas tellement les journalistes, beaucoup moins que Léger. La politique c'était Maurice Dejean qui est resté jusqu'à la fin de 1945, époque à laquelle il a été remplacé par Couve de Murville. Dejean a fonctionné disons de février à décembre 1945. Dejean avait été commissaire des Affaires étrangères à Londres et il s'était séparé, on raconte, je ne sais pas, l'anecdote traîne partout, d'une pique avec le général de Gaulle au point que Dejean a dû dire au général de Gaulle « *Mais mon Général, je suis aussi patriote que vous.* » Et le général lui aurait répondu « *Vous êtes peut-être aussi patriote que moi mais vous n'êtes plus mon commissaire aux Affaires étrangères.* » C'est comme ça que cela s'est terminé. Enfin, il n'a pas été envoyé aux enfers puisqu'il s'est retrouvé ensuite directeur politique.

Avant la guerre, il était à l'ambassade à Berlin mais il n'était pas de la carrière, il était détaché par le ministère de la Guerre. Lui, Dejean ne s'occupait pratiquement que de la grande affaire, à savoir celle de l'Allemagne et celle des rapports avec Moscou. Les deux affaires n'en faisant qu'une puisque la seconde avait pour objet d'assurer la première. Il avait été déchu d'une certaine façon mais il continuait à incarner la pensée du Général. Il était d'un abord aimable, c'était un homme aux manières très ouvertes mais qui était le secret même. On n'a jamais vu quelqu'un d'aussi ouvert étant aussi secret dans la réalité des choses, il enfermait ses papiers, il mettait lui-même les papiers dans les coffres, sa secrétaire ne les voyait pas. Il tenait cela de sa formation qui était la celle d'un agent des renseignements du ministère de la Guerre. Je crois qu'il n'aimait pas, il aurait préféré qu'il n'y ait pas de machines à écrire, parce qu'une machine à écrire, on sait jamais, elle entend tout. Il écrivait avec une plume sergent major tous ses papiers, je crois qu'il n'a jamais dicté une ligne. C'est un homme méfiant mais dans les apparences, tout à fait gentil, courtois. Il avait, je ne dirais pas, ses qualités et ses défauts, mais ses défauts n'apparaissaient pas du tout. En tous cas, il ne travaillait pas avec Chauvel. Cela je peux le dire.

Son regard était branché sur la rue Saint-Dominique et même avec Bidault, je n'ai pas su quels étaient ses rapports. Je crois qu'il le voyait peu, ils fonctionnaient par papiers, il ne sait même pas quels étaient ses rapports avec son directeur d'Europe du temps. C'était vraiment un homme qui travaillait seul, vite, bien mais il travaillait seul. Le directeur d'Europe était François Coulet, un gaulliste des premières heures. Il avait été commissaire de la République en Normandie, le débarquement et là, sa raideur vis-à-vis des alliés avait fait merveille, si on peut dire. C'était un protestant austère qui, plus tard, a infligé à sa rigueur des adoucissements et sa carrière en a souffert. Mais heureusement à côté de lui, il y avait Geoffroy Chodron de Courcel qui atténuait les chocs qu'on pouvait avoir avec cet homme de bronze. Qui a été Secrétaire général et l'officier d'ordonnance du général, vous savez. Il était officier

d'ordonnance du général Weygand, il s'est trouvé en France au moment de la débâcle et le général de Gaulle l'a pris.

Cela ramène à parler de la politique allemande, Chauvel la commente avec sévérité dans son livre, *La politique allemande du général de Gaulle*. Dans son livre, Bidault souligne le caractère anachronique et s'explique sur les raisons du soutien qu'il a apporté "*les yeux ouverts*" dit-il à cette politique. À en croire Bidault, il en voyait tout le côté irréaliste mais il estimait que, comme c'était le cœur de la politique, il ne pouvait pas se séparer de cette politique sans se séparer du général de Gaulle et de tout le reste. Tout le reste devait disparaître puisque c'était la clé de voûte de tout. La sincérité de Bidault, il faut s'en remettre à ce qu'il a écrit là-dessus. Je crois effectivement que son cœur et sa raison n'étaient pas aux côtés du Général dans cette politique qu'il a abandonnée assez vite et bien avant le Général. Parce que le Général aussi a abandonné cette politique mais Bidault l'a abandonnée bien avant le Général.

Il a voulu laisser entendre que Bidault avait raison.

Avait raison de quoi ?

Je veux dire que finalement Bidault avait raison peut-être vis-à-vis de l'Allemagne, une attitude...

C'est-à-dire que Bidault devait voir. Il dit qu'il voyait ce que cette politique pouvait avoir de chimérique, d'irréalisable, comme la suite l'a montrée et comme le présent. Je dois dire que bien sûr j'étais sous l'influence de Chauvel mais cela me paraissait aussi absurde. Le Général a évolué sous l'influence de la Guerre froide. En tous cas, le Général a continué à défendre cette politique bien après avoir quitté le pouvoir. Bidault, lui dit dans ses mémoires qu'il n'était pas d'accord avec cette politique mais il ne pouvait pas s'en séparer parce que cela revenait à se séparer du Général, ce qui aurait...

Grand ami de Laugier qui devait être franc-maçon, que lui soit passé pour franc-maçon, peut-être, mais c'était le contraire d'un homme de coterie. Il avait un excellent jugement sur les hommes, notamment sur les agents et l'excellence de ce jugement venait de ce que rien ne venait l'obscurcir du fait qu'il était totalement, foncièrement désintéressé. Il avait atteint ce rôle qui lui plaisait de confident de toute une maison, en quelque sorte. Même s'il était moqué, il ne me demandait rien pour lui, on savait qu'il était désintéressé, il était bienveillant et de ce fait, comme il avait fondamentalement un bon jugement, son jugement sur les agents était inappréciable parce que c'est quelqu'un qui avait bon jugement et qui était désintéressé. Cela réduit singulièrement le nombre des intéressés, si je puis dire. Et Chauvel un jour m'a dit, il m'a dit cela bien après avoir quitté le Secrétariat général, qu'il avait songé à en faire son directeur du Personnel à un moment quand Gilbert était parti, ce qui à mon avis était une erreur parce qu'il n'aurait certainement pas accepté de s'occuper de gestion. Il avait inventé son rôle et c'est son rôle qu'il voulait continuer à jouer. Cela consistait à semer des idées, plutôt pas semer au hasard, c'est-à-dire déposer des idées là exactement où elles devaient être. Il plantait, plutôt qu'il semait. Et ses idées tenaient compte des idées en l'air qu'il savait capter.

Il savait mieux. Il savait ce que les gens savaient avant, il savait mieux qu'eux, il vous psychanalysait. Voilà, c'est comme cela que marcha sous la IVème et chemina encore sous la Vème, cet homme de la IIIème République.

Je ne pense pas. Non, nous parlerons avec Madame du Réau.

Fin de l'entretien